

Dans cette édition :

[Le jumelage des déclarations annuelles – un an plus tard...](#)

[Visite annuelle de Corporations Canada](#)

[L'état du Delaware opte pour le dépôt électronique](#)

[Délais des services
corporatifs](#)

[Pour nous contacter](#)

[Liste de prix](#)

[À propos du CRAC](#)

[Éditions précédentes](#)

Le jumelage des déclarations annuelles – un an plus tard...

Vous avez probablement vécu une année plutôt frustrante par rapport aux nouvelles règles de jumelage des déclarations annuelles entrées en vigueur en 2006. Si cela peut vous consoler, vous n'êtes pas seul. D'après ce que nous avons appris par nos clients, plusieurs bureaux ont aussi connu de nombreuses difficultés.

Selon les autorités gouvernementales, le but de ce jumelage était de simplifier les choses pour les entreprises mais selon les plaintes de certains de nos clients, c'est plutôt le contraire : le jumelage est tout sauf simple ! La tâche de déposer une déclaration annuelle est devenue inutilement ardue.

Difficultés relatives au jumelage

Tout d'abord, expliquer à vos propres clients le mécanisme du jumelage avec toutes ses implications n'a pas été évident compte tenu de la confusion et la mauvaise information ayant circulé sur le sujet. Par exemple, il semblerait que les préposés au Ministère du Revenu du Québec (« MRQ ») auraient induit des personnes en erreur en déclarant que les entreprises devaient obligatoirement déposer le formulaire LE-630 en annexe à la déclaration de revenus. Or, nous savons que votre client a le choix d'exercer deux options pour son entreprise : soit il demande à son comptable de déposer le formulaire LE-630 auprès du MRQ, soit il demande à son avocat de déposer la déclaration annuelle auprès du Registraire des entreprises du Québec (« REQ »).

Avoir le choix parmi deux options implique par contre une bonne communication entre toutes les personnes concernées. Autrement, le client peut se retrouver dans une situation où chacun des deux documents, le formulaire LE-630 et la déclaration annuelle, sont préparés pour son entreprise, résultant ainsi en une perte de temps et d'argent, si l'on considère les honoraires des deux professionnels à payer. Une mauvaise communication peut entraîner une situation pire encore : que la déclaration ne soit pas déposée du tout et que l'entreprise se retrouve ainsi en défaut, car aucun des deux professionnels n'a été clairement mandaté pour le faire.

Le jumelage cause aussi un problème au niveau de l'obtention du certificat d'attestation, nécessaire au juriste dans le cadre d'une transaction d'affaires. Pour l'obtenir, la déclaration annuelle 2006 doit être déposée dans les 6 mois de la date de la fin de l'exercice financier. Puisque cette date cruciale n'est pas toujours connue et qu'elle n'est pas publiée dans le registre

RÉFLEXION...

« L'important dans la vie, ce n'est point le triomphe, mais le combat. »

Pierre de Coubertin

Formation IncoWeb[®]

Vous seriez intéressé à en connaître plus sur nos services en ligne IncoWeb[®] ?

Que vous soyez déjà membre du service IncoWeb[®] ou non, inscrivez-vous à une formation gratuite d'une durée d'une heure ! Contactez Me Annie Fredette par courriel à afredette@crac.com ou 514-861-2799, poste 355, pour plus d'informations sur la session de formation ainsi que les dates de rencontres possibles.

CIDREQ, cela occasionne des délais supplémentaires.

Comme la date de la fin de l'exercice financier est essentielle pour déterminer la période de production de la déclaration annuelle et ainsi savoir si l'entreprise est en défaut ou non, il nous semble illogique que cette date n'apparaisse pas au CIDREQ.

Nous sommes d'avis que la date de la fin de l'exercice financier devrait être inscrite au CIDREQ comme le fait Corporations Canada dans le registre Strategis. Ceci serait, selon nous, un pas dans la bonne direction pour mitiger, en partie du moins, les difficultés découlant du jumelage.

Un autre inconvénient suscité par le jumelage est celui de devoir maintenant commander la déclaration annuelle préimprimée auprès du REQ alors qu'auparavant, vous ou votre client la receviez automatiquement par la poste. Une bonne nouvelle ? Nous avons une solution à vous proposer : *IncoWeb*®.

***IncoWeb*® : une solution simple et rapide**

Vous pouvez maintenant compléter votre déclaration annuelle rapidement et efficacement sur *IncoWeb*®. En effet, grâce à une nouvelle fonctionnalité exclusive, *IncoWeb*® vous permet d'extraire, en temps réel, toutes les informations relatives à une entreprise directement du registre CIDREQ. Il ne vous reste qu'à inscrire vos modifications, s'il y a lieu, pour ainsi compléter votre déclaration annuelle. Plus besoin de commander la déclaration du REQ, vous n'avez qu'à générer un exemplaire en seulement quelques secondes avec *IncoWeb*® !

Le dépôt de la déclaration annuelle se fait encore en mode papier. Par contre, *IncoWeb*® vous facilite la tâche en vous proposant les trois options suivantes :

1 – Vous imprimez la déclaration annuelle complétée sur *IncoWeb*® et la déposez vous-même directement au REQ. Pour l'instant ce service est gratuit.

2 – Vous imprimez la déclaration annuelle complétée sur *IncoWeb*® et vous l'envoyez au CRAC pour fin de dépôt. Dans ce cas, nos frais de service s'appliqueront.

3 – Vous transmettez la déclaration annuelle chez CRAC électroniquement via *IncoWeb*®. Dans ce cas, nous l'imprimons, la signons et la déposons pour vous moyennant nos frais de service. Un rabais s'appliquera pour l'utilisation de la transmission en ligne.

IncoWeb® peut contribuer grandement à faciliter la préparation, le dépôt et la gestion de vos déclarations annuelles. Pour plus d'informations concernant ce nouveau service, vous pouvez communiquer avec nous par courriel à crac@crac.com ou encore par téléphone au 514-861-2722 / 800-361-5744.

Améliorations nécessaires

Une des améliorations que nous recommandons est de réduire substantiellement le temps d'attente pour avoir la ligne au MRQ ainsi qu'au REQ et réduire l'engorgement des lignes téléphoniques. De plus, une meilleure gestion de l'information diffusée par ces instances gouvernementales faciliterait les communications et réduirait la confusion.

Il est évident que nous ne pouvons pas mentionner tous les problèmes suscités par le jumelage (la liste est trop longue), mais une chose est certaine, il y a place à l'amélioration ! Après une année pour dresser des constats et établir des bilans, il sera intéressant de voir si le MRQ et le REQ

feront les améliorations requises. C'est à suivre...

[Retour](#)



Visite annuelle de Corporations Canada

Comme à chaque année, Corporations Canada a tenu une séance d'information pour ses clients le 26 janvier dernier à l'Hôtel Delta de Montréal.

Cette réunion se voulait l'occasion pour les clients et les représentants de Corporations Canada d'avoir une discussion informelle sur leurs programmes et services. Ils nous ont d'abord informés que leurs défis pour 2007 seraient de s'assurer que leur base de données reflète l'information précise et à jour et de veiller au développement d'un nouveau système informatique.

Voici brièvement quelques points qui ont été abordés :

Rapport annuel

- La période pour le dépôt du rapport annuel est 60 jours de la date d'anniversaire de l'entreprise en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007.
- Il est maintenant possible d'émettre des certificats de modifications, fusions, etc., sans exiger *immédiatement* le dépôt des rapports annuels requis. Les rapports annuels devront toutefois être déposés plus tard sous peine de dissolution de l'entreprise.

Dénominations sociales

- Au rapport Nuans, « trois zéros » ont été ajoutés en avant du numéro de la société afin de standardiser et faciliter l'intégration à leur système informatique.
- Un autre défi pour 2007 sera de simplifier les politiques d'octroi des noms en jumelant les deux documents qui régissent la réglementation actuelle : « l'énoncé d'octroi des dénominations sociales » et « les lignes directrices pour l'octroi des dénominations sociales ».

Révision des formulaires

- Le formulaire 4 – Clauses modificatrices - et le formulaire 15 - Clauses de reconstitution - ont été révisés pour les rendre plus conviviaux.
- Le nouveau titre du formulaire 2 est « Siège social initial et premier conseil d'administration ». Ce formulaire doit être utilisé seulement avec le dépôt des statuts constitutifs, de fusion ou de prorogation et non pour effectuer un changement à l'adresse du siège social ou au conseil d'administration.

Révision des politiques concernant :

- les corporations sans but lucratif (ex : le modèle des règlements généraux et l'abandon de la charte). La révision est prévue pour la fin de 2007;
- les corrections des certificats en vertu de l'art. 265 de LCSA lorsque

l'erreur est commise par le Directeur;

- le consentement de l'administrateur pour autoriser l'utilisation de son nom dans la dénomination sociale de la société (art. 26 du Règlement). Corporations Canada avait annoncé qu'ils allaient de l'avant, mais nos démarches ont révélé par la suite que cette décision est encore en révision. À suivre.

Comme à tous les ans, Corporations Canada s'engage à rencontrer des objectifs pour l'année en cours. Même si nous savons qu'ils ne seront pas toujours atteints ou qu'ils le seront en partie seulement, il n'en demeure pas moins que cette séance d'information annuelle est une très belle initiative de leur part. Ne serait-ce que pour l'intérêt qu'ils démontrent ainsi à nous garder au courant de leurs succès et même de leurs échecs (!), leur visite est certainement fort appréciée de tous les intervenants. À l'année prochaine !

[Retour](#)



L'état du Delaware opte pour le dépôt électronique

À partir de cette année, la Division des Corporations de l'état du Delaware va de l'avant avec un système de dépôt et paiement électronique vous permettant ainsi d'apprécier la facilité et le coût plus avantageux du dépôt en ligne. Vous ne recevrez donc plus de copie papier du rapport de « franchise tax » pour votre entreprise comme auparavant et vous devrez commencer à utiliser ce nouveau service en ligne pour votre rapport pour l'année 2006.

En fait, votre « *2006 Annual Franchise Tax Report* » doit être déposé et payé au plus tard le **1er mars 2007**. Autrement, votre entreprise ne sera pas à jour et des frais de 100\$ de pénalité plus intérêts seront appliqués.

Vous devrez donc procéder au dépôt en ligne à l'adresse suivante : <http://delecorp.delaware.gov> en remplissant tous les écrans requis pour compléter le rapport et effectuer le paiement pour votre entreprise. Si vous ne souhaitez pas déposer en ligne vous-même, vous devrez contacter l'agent représentant votre entreprise afin qu'il s'en charge pour vous.

Finalement, il existe aussi une ligne d'assistance que vous pouvez contacter au numéro suivant : 302-857-4600.

[Retour](#)



C.R.A.C. Centre de Recherches et d'Analyses sur les Corporations

1080, Côte du Beaver Hall,
bureau 1717
Montréal (Québec) Canada
H2Z 1S8
Tél : (514) 861-2722
Sans frais : 1-800-361-5744
Télécopieur : (514) 861-2751
Courriel : crac@crac.com

Attention: l'information véhiculée par l'INFO-CRAC® est de nature générale et ne doit en aucune façon être interprétée comme constituant une opinion juridique. INFO-CRAC® est une publication bimestrielle exclusivement pour le bénéfice de nos clients. Tout commentaire doit être adressé par écrit à l'attention de l'éditrice, Franca Sucapane fsucapane@crac.com